

Hausse de l'essence ? **Oui, mais pas seulement...**

Médias et « réseaux sociaux » font état du fort mécontentement lié à la hausse des prix du carburant. La colère populaire est justifiée, d'autant que cette augmentation s'ajoute à de nombreuses autres. Par ailleurs, il est nécessaire de réduire le nombre de voitures sur les routes ; mais quel est le rapport avec cette nouvelle attaque contre nos petits pouvoirs d'achat ?

C'est vrai, parmi les promoteurs du 17 novembre, on trouve un certain nombre de personnes qui sont totalement opposées à nos intérêts. Mais dans les près de 3 000 rassemblements recensés, parmi les 300 000 personnes présentes le 17, et pour certaines au-delà, combien de salarié.es, de retraité.es, de chômeurs ou chômeuses, de jeunes en formation, de paysan.nes aux petites exploitations ? Bien plus ! Certes, c'est un mouvement disparate ; d'ailleurs, sa réalité est très différente, entre l'Ile-de-France et le reste du territoire où il a un ancrage populaire indiscutable.

La colère populaire

Sur les barrages, on ne parlait pas que du prix de l'essence ou des taxes : **l'augmentation des salaires, pensions et minimas sociaux** est revendiquée, **les inégalités** sont dénoncées, **la scandaleuse répartition des richesses et les privilèges** de celles et ceux qui exploitent le travail d'autrui sont décriés.

Des débats s'amorcent sur les transports collectifs, leur amélioration, leur gratuité. De même, à propos des services publics à maintenir et à créer. Ou encore sur le rôle de l'impôt, les vols d'argent public que commettent les plus riches grâce aux fraudes fiscales, la suppression de l'impôt sur la fortune ...



Il y en a marre de payer toujours plus !

L'augmentation du prix du carburant s'ajoute à bien d'autres : produits alimentaires, logement, gaz, électricité, CSG,... Toutes ces hausses de prix, qui touchent des produits ou services de première nécessité, ont des conséquences bien plus importantes pour celles et ceux qui gagnent peu, que pour les plus riches.

Pourtant, pendant que le gouvernement nous fait les poches, la petite minorité qui profite du travail d'autrui (patrons, actionnaires, rentiers) ne cesse de s'enrichir toujours plus. C'est à cela qu'il faut s'attacher : les inégalités criantes qui fondent le système en place.

Pour l'heure, il n'y a aucune raison que les salarié.es, les chômeurs et chômeuses, les retraité.es, les jeunes, ne puissent plus remplir leur réservoir, quand les profiteurs hésiteront entre plusieurs voitures pour aller rejoindre leur yacht !

Oui, il faut moins de voitures !

Il y a urgence pour l'avenir de la Terre ! Il est nécessaire de s'attaquer à la pollution, de diminuer les émissions de gaz à effet de serre, et donc de réduire le nombre de véhicules automobiles. Mais une véritable politique contre le réchauffement climatique ne peut se faire en aggravant les inégalités. Au contraire, elle est l'occasion de **développer les transports collectifs**, notamment les moins

polluants comme le train et le métro, et de développer les pistes cyclables et stopper l'étalement urbain... Il faut **renforcer les services publics de proximité**, en ville et à la campagne. Le gouvernement fait tout le contraire : suppressions de gares, de lignes de dessertes SNCF, fermetures d'hôpitaux, de postes, de structures scolaires... et permis pour des mines industrielles.

Pour limiter le nombre de kilomètres à faire en voiture, il faut des transports collectifs de qualité accessibles à tous et à toutes, des services publics dans tous nos territoires ! Ce sera plus efficace que l'augmentation du prix du carburant pour celles et ceux qui n'ont pas d'autres choix que la voiture pour aller travailler, chercher du boulot ou remplir des obligations de la vie quotidienne.

Le syndicat : notre outil, pour nos luttes !

Une partie du mouvement syndical ignore ou dénonce la dynamique du 17 novembre, parce que lancée en dehors de lui. Au contraire, nous pensons qu'il y a toute sa place : à condition de la prendre, et bien sur, sans prétendre maintenant le diriger ! L'unité est importante : au plan national, l'Union syndicale Solidaires vient de proposer, une nouvelle fois, une rencontre à toutes les organisations syndicales nationales : il y a urgence !

Le syndicat est utile parce qu'il permet de nous regrouper pour défendre nos intérêts, qui ne sont pas ceux des patrons ou des politiciens. Le syndicat est aussi l'outil par lequel nous pouvons porter la lutte là où l'exploitation directe est la plus forte : l'entreprise. **Le syndicalisme doit se mettre au service de la lutte** : aide à la diffusion des informations, assemblées générales pour discuter des revendications et des contacts entre entreprises et localités, préavis et appels à la grève pour favoriser la participation aux actions, etc.

Le plus utile serait un blocage des moyens de production et des services par la grève. De cela aussi il faut discuter avec les manifestants et manifestantes « du 17 novembre ». Tout comme des liens à créer avec les mobilisations comme celle pour les **droits des femmes et contre les violences** le 24, du **collectif Rosa Parks** les 30 novembre et 1^{er} décembre, des organisations de **chômeurs et chômeuses** le 1^{er} décembre.

Ni ignorance, ni mépris, ni récupération : nous sommes là pour aider à la construction d'un mouvement qui doit garder son autonomie, construire sa démocratie. Dans les zones rurales et la périphérie des grandes villes, ce sont « celles et ceux d'en bas » qui se révoltent. Celles et ceux qui n'en peuvent plus d'entendre Macron expliquer qu'il suffit de traverser la rue pour trouver du boulot.

Et maintenant ?

Nous sommes disponibles pour participer à une mobilisation populaire, pour défendre les intérêts des salarié.es, des chômeurs et chômeuses, des retraité.es, des jeunes. Ce n'est **pas compatible avec la récupération que tente l'extrême droite** (Le Pen, Dupont-Aignan...) qui, elle, veut nous diviser : entre français et immigré.es, entre fonctionnaires et non fonctionnaires, etc. De même, nos intérêts sont opposés à ceux des patrons qui exploitent leurs salarié.es.

Nous sommes prêt.es à participer à la construction de comités populaires dans le maximum de villes, sur ces bases claires, dans l'intérêt de notre classe sociale, pas pour servir la soupe aux politiciens, aux patrons ou aux fachos.

Pas de hausse des prix ! Augmentation des salaires, pensions et minima sociaux ! Prenons aux riches (comme les Le Pen ou Dupont-Aignan)

Pour nous contacter, pour vous syndiquer, pour créer une section syndicale...

Solidaires 94 : Maison des Syndicats 11/13 rue des Archives 94010 Créteil Cedex 01 43 77 06 42 solidaires94@orange.fr www.solidaires94.overblog.com